

Que le peuple s'exprime par voie de référendum

Madagate - Jeannot Ramambazafy - 31/08/09

-

« **Joachim Chissano, président de la transition. Pourquoi pas entre pays colonisés ?** » *« La médiation internationale a le regret d'informer l'opinion publique malgache et internationale qu'en dépit de tous les efforts fournis, de toutes les propositions allant dans le sens d'un compromis, les chefs de file des mouvances ont été dans l'impossibilité de trouver un consensus sur les postes clés de la transition : le président, le vice-président et le premier ministre ».*

Merci pour les efforts fournis (tous frais payés des transports, gîte et couvert). Reste la date butoir du 9 septembre (un mois après la signature de Maputo I). Marc Ravalomanana aide tellement le peuple malgache qu'il va tout tenter pour barrer le chemin de la transition inclusive à Andry Rajoelina, « *putschiste qui a pris le pouvoir dans la rue* ».

Le bon docteur professeur horrifié causa naustra ne se regarde plus dans le miroir de son âme. Son « *Premier tour dia vita !* » de 2002 et le rejet des accords de Dakar I et II, c'est quoi ? La démocratie à prendre en exemple ? Du coup, un certain comité dénommé RMM-Europe (Comité de Soutien de la Démocratie, de la Constitution et de la République Malgache), **remet sur le tapis l'appel à l'armée de la SADC** avec la même phraséologie pseudo juridique qui dénote que les sous recommencent à couler à flots des poches de Dada :

Voilà le rêve de Marc Ravalomanana et de ce Comité très bizarroïde mais bien « sponsorisé » :

[...] Nous demandons à l'Armée de la SADC :

- -de protéger toutes les mouvances politiques et civiles, « légalistes » et « constitutionnalistes » devenues « otages » des putschistes armés de la HAT d'Andry Rajoelina.
- -d'arrêter par tous les moyens l'escalade de la violence et de l'anarchie à Madagascar
- -d'aider les sociétés civiles et les associations des Droits de l'Homme de regrouper toutes les plaintes des victimes corporelles et matérielles, directes ou indirectes, et tous les chefs d'inculpation, face aux verrouillages des plaintes civiles et aux censures des systèmes judiciaires et policières de l'île.
- Nous demandons à la Communauté Internationale de condamner officiellement et de vive voix la mouvance d'Andry Rajoelina suite : aux exactions, aux rackets, aux pillages des banques centrales, aux crimes contre l'humanité : meurtres, viols, actes de barbarie envers des civils et militaires, répressions gratuites, intimidations et prises d'otages, perquisitions sauvages... **La presse et les hôpitaux sont muselés** (*ah bon ? Je suis en train de prouver le contraire, j'irais donc en prison*)
- Dans un souci de paix et de stabilité politique, nous demandons à la communauté internationale d'aider Madagascar à lutter contre l'anarchie et le non-respect de notre Constitution et de notre République.
- Nous appelons par la présente tous les ambassadeurs étrangers en poste à Madagascar à mettre en œuvre les accords de Maputo, et nous demandons à tous les organismes financiers internationaux de continuer à fermer le robinet des aides, et de geler les avoirs des instigateurs.

Le Peuple Malgache attend impatiemment l'Armée de la SADC, le monde vous regarde, c'est pour cette raison que nous vous remercions de votre haute bienveillance pour le respect de la Démocratie et de la Liberté à Madagascar, et en Afrique Australe.

Au nom du Comité de Soutien de la Démocratie, de la Constitution et de la République Malgache : Comité RRM-Europe

Rien que ça ! C'est tout à fait hors cadre et hors sujet après les sommets de Maputo. C'est remuer encore plus le couteau dans la plaie. Par dépendance matérielle. Eh oui, on n'en est plus à une colonisation près, après 50 ans (en 2010) d'une « indépendance » recouvrée.

D'état de soumission par la force des armes, la colonisation est devenue un état d'esprit dont nous lisons, plus haut, les « bienfaits » (pour eux). Quand on n'existe que très peu au milieu de « vazaha » qui vous ignorent et même vous méprisent, forcément on se rabat sur les Malgaches plus heureux que soi. Le parfait réflexe du Colonisé-type.

Quelle valeur a ce texte émanant de « Malgaches » qui ne peuvent même pas voter depuis 49 ans ? Que connaissent-ils réellement de la Grande île ? Laissons-les à leurs élucubrations. Mais j'aimerais aussi qu'ils répondent à la question suivante, si tant est qu'ils connaissent la notion d'honnêteté intellectuelle :

Où étaient-ils lors du dressage des barrages, du dynamitage des ponts et surtout de la « pacification » de 2002 initiée par Marc Ravalomanana qui a attendu une année avant d'être reconnu par la communauté internationale ?

Quel est alors le coût de la trahison envers sa soi-disante patrie des ancêtres qu'on ne visite que rarement ? Ah l'Europe, continent de la liberté de raconter du n'importe-quoi au nom du pèze. Mais un jour viendra où ils se rejeteront mutuellement la responsabilité de ce texte, les écrits restant.

Libération de Nelson Mandela, le 2 février 1990, après avoir passé 27 ans en prison, pour sa lutte contre le régime d'apartheid aboli la même année. Prix Nobel de la Paix avec le Blanc Frederik de Klerk.

Quel Malgache pourra-t-il jamais vivre sa vie et être encore vivant à 91 ans ? Pas les patriotes de ce Comité RRM-Europe en tout cas qui demandent carrément que l'on attaque Madagascar, sous l'instigation de Marc Ravalomanana

La vie continue et continuera, malgré ces velléités démontrant une capacité de nuisance hors norme. Comme les pogroms, la ségrégation raciale, l'apartheid, le mur de Berlin... ont disparus, cette verrue textuelle sera passagère.

Mais l'histoire, d'ici quelques décennies, jugera impitoyablement ces « Malgaches » d'aujourd'hui, très pauvres d'esprits. Ah comme j'aurais aimé vivre centenaire rien que pour voir l'avenir de leurs descendants. Mais, au moins, ils pourront peut être voter, eux, à cette future époque. Mais pas grâce à des parents antipatriotes. Pour l'instant, nous sommes en 2009 et à un problème il n'y a pas 36 solutions mais une seule.

Personnellement, j'intime (je n'invite pas, nuance) l'**actuelle transition exceptionnelle de prendre une mesure à la hauteur de cette exception**. L'extraconstitutionnalité nécessite une gestion tout aussi extraconstitutionnelle mais acceptée jusqu'au retour à la constitutionnalité. Puisqu'il s'agit de l'avenir des Malgaches de Madagascar, laissons-les s'exprimer directement.

Le seul moyen est le référendum. Et je me demande profondément pourquoi Joachim Chissano et la Communauté internationale n'ont pas pensé à cela si c'est réellement le devenir de Madagascar qui est en jeu et non pas pour boucler le dossier Madagascar avec un vulgaire « package ». Ce mot « référendum » lu et entendu par tous les « spécialistes » patentés, ils vont encore mettre en pratique l'art de compliquer les choses. Surtout que cela va contrarier les plans machiavéliques de « dada » et remettre en question les gros intérêts financiers internationaux. Pas de panique, je vais les aider à contrer cette unique solution. Ils sont si intelligents qu'ils y verront toujours un vice de forme ou de fonds quelque part. 80% des coupables crient leur innocence et impossible n'est pas français.

Qu'est-ce qu'un référendum ? Il s'agit d'une **procédure de vote permettant de consulter les électeurs sur une question ou un texte, qui ne sera adopté qu'en cas de réponse positive**. Le référendum est donc, avant tout, un instrument de " démocratie directe " car il permet au peuple d'intervenir directement dans la conduite de la politique nationale (ou locale). Il existe quatre types de référendum connus et pratiqués. Je vais les énumérer mais un seul intéresse la crise actuelle et peut tout à fait être réalisable.

Le référendum législatif : il permet à un président de la République, sur proposition du gouvernement, de soumettre au peuple un projet de loi. Si la réponse est positive, la loi est adoptée.

Le référendum constituant : Il permet la révision d'une Constitution. Le référendum intervient après le vote, dans les mêmes termes, par les deux assemblées, du texte de révision proposé. Si la réponse est positive, la révision est adoptée. C'est le seul utilisé depuis à Madagascar

Le "référendum décisionnel local " : en France, la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a reconnu à toutes les collectivités territoriales la possibilité de soumettre à leurs électeurs tout projet de texte (acte ou délibération) relevant de sa compétence. La loi organique du 1er août 2003 a précisé les modalités d'organisation de ce type de référendum.

Le référendum d'initiative populaire : il existe en Italie, en Suisse, mais pas en France. Il est caractérisé par son initiative qui appartient au peuple et peut porter sur différents domaines (législatif, constituant ou autres). C'est ce dernier type qui nous intéresse actuellement.

Général Gabriel Ramanantsoa (13 avril 1906-9 mai 1979) en visite en Allemagne

Le 18 mai 1972, après la tuerie du 13 mai, le Président Philibert Tsiranana est forcé de remettre les pleins pouvoirs au plus ancien dans le grade le plus élevé, le général Gabriel Ramanantsoa (Tiens, tiens...). Cependant, Tsiranana est resté le chef de l'Etat. Mais le peuple n'a pas voulu pardonner cette tuerie du 13 mai 1972. Le 8 Octobre 1972, un référendum modifiant la Constitution de 1959 est adopté à 96% des voix, qui écarte définitivement du pouvoir le Président Tsiranana. Gabriel Ramanantsoa devient alors Chef de l'Etat.

Lequel des quatre va-t-il encore chercher des complications "au nom du peuple malgache" ?

Qu'en serait-il des modalités du référendum d'initiative populaire que je suggère ici ? Le référendum au niveau national serait organisé conjointement par les quatre mouvances. La seule et unique question, exceptionnelle aussi : **« IZA NO TIANAREO HITARIKA NY TETEZAMITA MANDRITRA NY 15 VOLANA ? »**. « Qui aimeriez-vous voir diriger la période de transition pour les 15 mois à venir ? ». Pas de « oui » ni de « non » mais un nom de mouvance.

Dans cette solution, on verra bien qui a peur et de quoi. Cette consultation vraiment populaire serait conjointement organisée, donc, par les quatre mouvances, sous la supervision de la fameuse Communauté internationale qui veut le bien du peuple malgache. Pour une exception, ç'en sera vraiment une ! C'est pacifique (pas d'appel à l'armée et surtout pas celle de la SADC du vaillant Comité RRM-Europe), c'est... démocratique. Parce qu'actuellement, les militaires malgaches se réunissent dans le plus grand secret « pour défendre les intérêts supérieurs de la Nation ». Mais cela a aussi trait aux conneries débitées par Manandafy à Maputo, qui a réussi à diviser une frange de l'armée malgache. Bravo ! Joseph Gallieni doit jubiler du fin fond de sa tombe. Qui c'est ? Le créateur génial du "diviser pour mieux régner". On lui doit déjà le PADESM pour contre le MDRM. Révisez votre histoire de Madagascar !

Alors ? Dans la vie, il faut un début (pacifique) à tout. Que nous, Malgaches de Madagascar, ayons le droit de choisir qui sera apte à diriger cette transition vers la IVème république. Sinon ? **Ne parlez plus jamais de souveraineté nationale ni d'indépendance. Restez colonisés culturellement et financièrement si ça vous chante**. Moi, je pars en retraite pour filmer les derniers vestiges d'un peuple qui aura eu les dirigeants qu'il mérite, même malgré lui.

Source: <http://www.madagate.com/politique/1097-madagascar-que-le-peuple-sexprime-par-voie-de-referendum.html>